Le Point Débats

« Contrairement à ce qu'on entend, nos concitoyens sont fiers d'être français »

ENTRETIEN. Selon une enquête sur les valeurs des Européens, la France ne connaît ni fragmentation ni crise des valeurs, mais une soif d'individualisation.

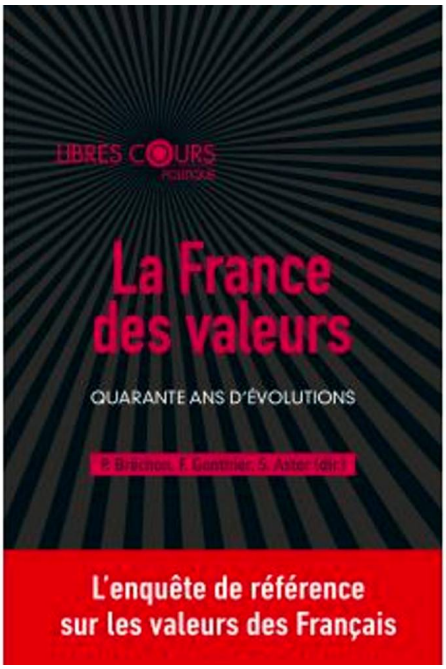
Propos recueillis par **Laetitia Strauch-Bonart**

Modifié le 24/05/2019 à 17:15 - Publié le 24/05/2019 à 16:52 | Le Point.fr



i

Tous les 10 ans depuis 1981, l'enquête internationale de référence European Values Study prend le pouls des valeurs des Européens. Une équipe de 25 chercheurs français, emmenés par Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier et Sandrine Astor, et incluant notamment Bruno Cautrès, Olivier Galland ou encore Vincent Tiberj, analyse les résultats français de son édition 2018 en les mettant en perspective avec les vagues précédentes.



La France des valeurs : quarante ans d'évolutions est une mine d'informations sur ce que pensent les Français de l'identité, du lien social, de la morale, de l'économie ou encore de la religion. Il en ressort des faits attendus, mais aussi des conclusions qui remettent en cause la vision d'une France supposément morcelée par le séparatisme ou l'individualisme. Après avoir évoqué cette semaine l'attachement des Français à un territoire, la famille, le clivage gauche-droite et la religion, nous avons interrogé Pierre Bréchon, professeur émérite de sciences politiques à Sciences Po Grenoble et codirecteur de l'ouvrage, sur les grandes tendances de l'opinion française.

Le Point : Vous analysez l'évolution des valeurs des Français dans les quarante dernières années. Quelles grandes tendances percevez-vous ?



Pierre Bréchon, professeur émérite de science politique à Sciences Po Grenoble.

© Norbert FALCO / MAXPPP / PHOTOPQR/LE DAUPHINE LIBERE

Pierre Bréchon : La tendance la plus notable est la montée des valeurs d'individualisation, qu'il ne faut pas confondre avec l'individualisme. Pour la plupart des gens, il s'agit de la même chose, mais c'est une erreur. Privilégier l'individualisation, c'est vouloir exprimer son autonomie. Notre enquête montre que les Français, de plus en plus, veulent faire des choix personnels dans tous les domaines de leur vie, notamment leur vie privée. Ils ne veulent pas être contraints par les autres, mais se définir de manière originale et réfléchie. L'individualisme est entièrement différent : c'est ne penser qu'à son propre intérêt. Ainsi, on peut très bien vouloir contrôler sa vie tout en étant solidaire des autres. Mieux, si, dans de nombreux pays, il n'y a pas de lien entre individualisation et individualisme, en

France, plus on est individualisé, moins on est individualiste ! Et, si l'individualisation progresse, l'individualisme tend à régresser un peu depuis dix ans.

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets d'individualisation ?

Dans le domaine du travail, être plus autonome signifie qu'on ne considère plus le travail comme un simple gagne-pain, mais aussi comme quelque chose qui permet de s'épanouir. Dans la vie privée, il s'agit de pouvoir vivre son rapport au corps et à la sexualité comme on l'entend, sans dépendre d'une morale traditionnelle. Quand on mesure l'acceptation et la légitimation des libertés dans le domaine de la sexualité ou de la mort – sur l'euthanasie, par exemple –, on constate que des comportements autrefois considérés comme déviants sont désormais beaucoup plus légitimes. De même, la famille n'est plus dépendante d'un modèle unique, mais elle est de plus en plus plurielle.

Lire aussi On se marie moins chez les Insoumis que chez les Républicains

À quoi cette évolution est-elle due ?

D'abord, à la sécularisation. Ensuite, au développement économique et à l'ouverture à d'autres sociétés, celle-ci étant elle-même due à la mondialisation des échanges et des médias. Enfin, à la montée du niveau d'éducation.

Quelle autre grande tendance remarquez-vous ?

La question du sentiment d'appartenance nationale est intéressante. Contrairement à ce qu'on entend habituellement, on observe dans l'enquête que nos concitoyens sont fiers d'être français. De la fierté nationale, il y en a dans tous les pays, et la France n'est pas celui où elle est la plus développée. Mais elle est en progression lente depuis quarante ans.

Que signifie être français pour nos concitoyens ?

Cela veut dire « vivre ensemble ». L'identité française est peu liée à la naissance ou aux origines. Pour beaucoup de personnes, le plus important est de parler la langue du pays et d'en respecter les lois.

Les Français se font donc une certaine idée de la France. Mais d'aucuns, comme Jérôme Fourquet dans *L'Archipel français*, mettent au contraire l'accent sur la fragmentation de notre société. Qu'en pensez-vous ?

Nous nous distinguons des analyses de Jérôme Fourquet. C'est un chercheur sérieux, mais son travail, fondé sur les sondages, est très dépendant d'aspects conjoncturels. Cette approche fait évidemment remonter des inquiétudes, car des problèmes et des

drames, il y en a tous les jours. Cela empêche Fourquet de voir que notre société n'est pas plus fragmentée que celle d'hier. Dans les années 1950, par exemple, le clivage de classe était ressenti de manière très forte. C'est aujourd'hui beaucoup plus nuancé. Idem en politique : le consensus s'est en réalité accru. Il ne faut pas oublier que, sous la IVe république, le Parti communiste, qui avait un programme beaucoup plus extrême que son équivalent aujourd'hui, faisait 25 % du corps électoral ! Dans les années 1950, le gaullisme représentait, lui aussi, 25 % du corps électoral. C'était une société extrêmement clivée politiquement. Aujourd'hui, nous avons des partis extrêmes, mais pas plus radicaux qu'hier, si ce n'est moins. Les Français ne défendent pas leurs valeurs le couteau entre les dents ! L'ascension d'Emmanuel Macron signale bien, par ailleurs, cette tendance à la modération.

Lire aussi Jérôme Fourquet : « L'archipellisation est à l'œuvre »

Pourtant, l'idée d'une fragmentation française a beaucoup de succès. Y a-t-il un biais français à ne voir que le négatif ?

Le pessimisme de la société française est avéré. Mais ce qui est frappant, depuis une vingtaine d'années, c'est que les personnes le plus à plaindre déclarent souvent être heureuses et ne pas vivre trop mal, parce qu'elles ont le sentiment de contrôler leur existence, mais que des personnes bien installées, dans la classe moyenne privilégiée, estiment que la société va mal, même si eux vont bien. Ce n'est pas forcément contradictoire, mais c'est quand même un peu paradoxal ! Si tout le monde est heureux, c'est bien que la société ne va pas trop mal…

N'est-ce pas parce que la question du bien commun – et donc du politique – est chez nous particulière ?

Peut-être, mais le rapport des Français à la politique a lui aussi beaucoup changé : il est devenu beaucoup plus critique. L'individualisation consiste aussi à vouloir dire ce que l'on pense, voire à protester face à la chose politique. Contrairement aux idées reçues liées à la mémoire des grands mouvements sociaux symboliques comme 1936 ou 1968, on n'a jamais tant pétitionné et manifesté en France qu'aujourd'hui. De nos jours, toutes les catégories sociales descendent dans la rue pour défendre des causes extrêmement variées.

Les données de votre enquête ont été recueillies en 2018 avant l'apparition des Gilets jaunes. Laissaient-elles entrevoir la possibilité d'une telle contestation ?

Nous avons vu émerger de plus en plus clairement, dans les dernières enquêtes, la volonté des Français de se mobiliser politiquement, et de manière pas toujours pérenne, sur des questions particulières. Ce type de mobilisations éruptives – et

moins contrôlées par les syndicats – va devenir de plus en plus courant. Nos enquêtes montrent aussi la contestation de plus en plus forte des élites sociales et politiques.

Les Gilets jaunes sont critiques du libéralisme économique. Reflètent-ils l'opinion des Français ?

L'opinion favorable des Français vis-à-vis du libéralisme a crû entre les années 1980 et 1990, puis baissé avant de se stabiliser. On a observé la même chose dans les autres pays européens, même si le niveau d'acceptation des Français est toujours resté plus faible. En France, on veut entreprendre, mais on veut aussi que l'État garantisse une très bonne protection sociale. Ces deux traits se sont même accentués : l'idée que l'État doit contrôler l'économie a plutôt perdu en popularité, mais l'exigence d'une protection sociale plus généreuse s'est accrue.

J'aimerais vous interroger sur une expression devenue lieu commun, la « crise des valeurs », au sens où notre société deviendrait trop libertaire. Est-ce vrai ?

Il n'y a pas de crise des valeurs et pas de laxisme généralisé des Français. Dans les années 1980-1990, ceux qui étaient les plus favorables au libéralisme des mœurs étaient aussi plus tolérants à l'égard des incivilités. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas : les deux types de données sont devenus presque indépendants. De plus en plus de personnes, par ailleurs, défendent à la fois le libéralisme des mœurs et le besoin d'autorité. En bref, on veut le respect concomitant de la liberté privée et de l'ordre public.

L'enquête offre-t-elle des conclusions particulières sur la jeunesse française ?

Le fait le plus important qui en ressort est que les jeunes ne sont pas différents des autres. En termes de valeurs, il n'y a plus de fossé des générations, sauf chez les personnes âgées de 70 ans et plus. Dans les années 1970-1980, c'était très différent, en particulier pour le libéralisme des mœurs. Cela contribue à la cohésion de la société française. Cela dit, il y a plusieurs jeunesses : ceux qui n'ont connu que la précarité et ceux qui ont fréquenté les meilleurs lycées n'ont pas les mêmes valeurs.

Dans votre conclusion, vous écrivez : « Trivialement dit, l'identité politique de quelqu'un permet de connaître ses valeurs. » Pouvez-vous développer ?

Dans l'enquête, nous classons les Français sur l'échelle gauche-droite : de 1 à 4 on isole la gauche, de 7 à 10 la droite, et 5-6 représente le centre. Quand on croise ce découpage avec toute une série de valeurs, on voit que les identités de gauche et de droite n'ont pas disparu. Le libéralisme des mœurs reste plus fort à gauche qu'à droite, et la xénophobie plus marquée à droite qu'à gauche. Cependant, la relation

était plus forte hier qu'aujourd'hui : les identités politiques étaient plus manichéennes quand aujourd'hui on trouve davantage de mixage. Ainsi, les personnes marquées à droite sont aujourd'hui plus ouvertes au libéralisme des mœurs, tandis que les personnes de gauche ont davantage confiance qu'autrefois dans l'armée et la police. Les gens composent davantage leurs idées politiques – ce qui va aussi dans le sens d'une plus grande cohésion sociale.

Pour replacer la France dans le contexte européen, si vous vous fiez aux enquêtes précédentes (les données européennes de l'enquête 2018 ne sont pas encore toutes disponibles, NDLR), y a-t-il des points saillants sur lesquels la France se distingue des autres pays ?

Une des spécificités françaises est notre niveau de sécularisation, plus élevé qu'ailleurs, et qui a fortement augmenté en quarante ans. En 2018, 21 % des Français se disent athées convaincus en France. En Europe, on s'attend à ce que ce soit autour de 10 % en 2018. Dans l'ensemble, sécularisation et individualisation s'accroissent dans tous les pays d'Europe, mais les écarts entre pays restent importants et stables. Chacun poursuit sa trajectoire.

Lire aussi Phébé – La spectaculaire ascension des « sans-religion »

Pour finir, votre enquête repose sur ce que les Français disent de leurs valeurs. Mais comment prendre en compte l'écart inévitable entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font ?

Les individus n'agissent pas toujours conformément à leurs valeurs, mais celles-ci restent très importantes ! Il y a un siècle et demi, l'antisémitisme et la xénophobie, en France, étaient des valeurs dominantes. Toute la société, ou presque, était antisémite, et ces valeurs informaient indirectement les comportements. Aujourd'hui, d'autres valeurs, bien heureusement, nous imprègnent, influant elles aussi indirectement nos actions. Cela dit quand même quelque chose de capital sur l'évolution de la France.

« La France des valeurs » sous la direction de P. Bréchon, F. Gonthier et S. Astor aux Presses universitaires de Grenoble